

PLAN DU RAPPORT

RÉSUMÉ EXÉCUTIF 3

I. INTRODUCTION 7

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le projet intitulé « Mobilisation des Jeunes Engagés pour la Consolidation de la paix (MOJEC) » qui est l'objet de la présente évaluation est un projet qui a été mis en œuvre par l'ONG CARE International Côte d'Ivoire dans les localités de, Yopougon, Abobo, Bouaké, Korhogo, Daloa et Guiglo. Il vise à faire des jeunes, **des acteurs de consolidation de la paix et de la sécurité en Côte d'Ivoire à travers leur transformation en catalyseurs de paix**, capables de résister à la manipulation et l'utilisation dans les violences politiques et autres actions illégales.

Le coût total de ce projet s'élève à 1 100 000 US Dollar. Prévu pour une durée initiale de 18 mois, le projet se proposait d'atteindre les 3 résultats suivants : (i) augmenter l'action citoyenne des jeunes dans la surveillance des actions politiques qui promeuvent les divisions et clivages politiques identitaires, (ii) créer cinq (5) plateformes régionales de jeunes pour la promotion de l'expression libre et du dialogue p

comme population cible du projet est judicieux car les jeunes sont indexés comme les principaux acteurs des conflits. Le projet a été efficace en ce sens que les activités et les échéances prévues dans le pl

- Soutenir le mécanisme d'alerte précoce dans des projets futurs ;
- Faire un plaidoyer auprès des autorités administratives afin de faciliter l'obtention de documents (agréments) légaux permettant aux acteurs légaux de jouir de toute la liberté et de tous les droits concourant à promouvoir la cohésion sociale (particulier de la part de l'AFJCI).

Aux membres des plateformes

- Favoriser l'animation des plateformes ;
- Continuer la mise en œuvre du mécanisme d'alerte précoce ;
- Favoriser l'autonomisation et le leadership de la gente féminine ;
- Poursuivre la coordination tournante.

Au bailleur (PBF)

La mission lui recommande de :

- Appuyer à la consolidation des acquis du projet ;
- Appuyer le projet à entamer une seconde phase en l'accordant un financement supplémentaire sur une période de deux (2ans)

Tables des tableaux

I. INTRODUCTION

1.1. Rappel du contexte du projet MOJEC et justification

Malgré le progrès économique de la période d'après conflit de 2011, la Côte d'Ivoire reste un pays fragile et à haut risque de basculer dans des violences inter-ethniques et/ou inter-communautaires induites par les dissensions politiques¹. De plus, les inégalités en termes de richesses et opportunités de création de richesses entre les différentes couches sociodémographiques sont grandissantes, avec une augmentation constante du taux de chômage de 2,8% selon la dernière enquête emploi dénommée *ENSESI 2016 (Enquête Nationale sur la Situation de l'Emploi et du Secteur Informel 2016)* et d'analphabétisme des jeunes qui s'élève à 43,8%².

En Côte d'Ivoire, la population des jeunes (personnes entre la tranche d'âge de 15 - 35 ans) représente 79,34% de la population totale, la majorité étant de moins de 15 ans (42,94%). De

pl 2% plus de population des jeunes que s, e _ ge dge

2) Augmenter la libre expression et dialogue politique inclusif parmi les jeunes pour s

- Dans quelle mesure les prévisions financières se rapportent aux dépenses réelles? Si les dépenses ne sont pas conformes aux prévisions, quelles sont les actions correctives?
- Dans quelle mesure la structure de gouvernance et de fonctionnement permet à CARE de livrer des résultats efficaces?
- Quelle est la qualité du dispositif de collecte de données et de suivi ?

Efficacité/Implémentation des activités

-

- Les facteurs qui ont favorisé l'adhésion et la participation des populations aux activités du projet (Les approches utilisées ont elles permis/facilité une appropriation par les communautés ?),
- Recommandations et leçons pour une pour la conception d'une éventuelle phase/ orientation des activités à mener à l'après – projet,
- Les besoins complémentaires en termes d'appui pour consolider les acquis du Projet
- L'appropriation locale et pour les différentes parties du projet,

II. METHODOLOGIE ADOPTÉE DANS LE CADRE DE L'ÉVALUATION

2.1. Couverture géographique de l'étude

L'enquête a été effectuée dans les localités suivantes :

Abobo ;
Yopougon ;
Bouaké ;
Korhogo ;
Guiglo ;
Daloa.

2.2. Type d'étude

Il s'agissait d'une étude mixte comportant un volet quantitatif et un volet qualitatif.

2.3. Enquête quantitative

2.3.1. Population cible

Les données ont été collectées auprès des populations suivantes :

Jeunes membres des mouvements des partis politiques
Jeunes membres de la société civile

2.3.2. Base de sondage et échantillonnage

Deux types de sondage ont été utilisés au cours de cette l'enquête. Il s'agissait d'un sondage à deux degrés avec stratification des unités primaires. L'étude a retenu comme strates les localités couvertes. Le nombre des enquêtés par strate (taille d'échantillon de chaque strate) a été déterminé au prorata du nombre total d'individus à interviewer. C'est par une méthode de Sondage Aléatoire Simple (SAS) à probabilité égale sans remise que les enquêtés ont été tirés au second niveau.

2.4. Enquête qualitative

2.4.1. Population cible

Les données ont été collectées auprès des populations-cibles suivantes :

Les focus groupes

Les entretiens de groupes ont été réalisés avec les groupes de jeunes (hommes et femmes) dans chaque localité. Les focus groups ont concerné les bénéficiaires et les non bénéficiaires du projet.

2.4.3. Outils de collecte

La collecte des données qualitatives s'est à l'aide de plusieurs guides d'entretien :

- Un guide d'entretien adressé aux Autorités préfectorales
- Un guide d'entretien adressé aux directions déconcentrées
- Un guide d'entretien adressé à l'équipe projet
- Un guide d'entretien adressé aux coordonnateurs des plates-formes
- Un guide d'entretien adressé au responsable des associations des jeunes membres des plateformes
- Un guide d'entretien adressé aux responsables des partis politiques
- Un guide d'entretien adressé aux responsables des structures partenaires (l'AFJCI ; CAHD ; RIJLI ; l'OSCS)
- Un guide d'entretien adressé aux responsables des cliniques juridiques
- Un guide focus group adressé aux bénéficiaires jeunes
- Un guide focus group adressé aux jeunes non bénéficiaires

2.4.4. Recrutement, formation des enquêteurs et pré test des outils

La formation s'est déroulée les 20 et 21 octobre 2020³ dans les locaux de CIREF situés dans la commune de Cocody à l'adresse 6 595.42 842.03[proje)5(t.id013000310004840057>110003100015001400031000

Les questionnaires ont été expliqués aux enquêteurs puis ont suivi des commentaires et des échanges. Ces échanges ont permis d'éviter les biais les plus importants qui résultent le plus souvent de l'inexpérience et de la méconnaissance des informations essentielles sur le projet et sur les différentes rubriques du questionnaire.

Au cours de cette formation, des réponses ont été apportées aux difficultés relevées par les enquêteurs, les outils de collecte ont été enrichis à la lumière des suggestions des enquêteurs et finalisés.

2.4.5. Structuration des équipes de collecte

Cinq équipes de collecte de 2 enquêteurs chacune ont été constituées, soit un effectif total de 10

2.6. Considérations éthiques

2.6.1. Consentement éclairé

Un texte de consentement éclairé a été lu aux participants de l'étude avant chaque interview. Ce texte fournissait aux participants les informations les plus importantes sur l'enquête afin qu'ils puissent librement accepter ou non de participer. Une fois que la fiche d'informations lue, il sera accordé au participant le temps de poser des questions. Celui-ci donnait verbalement son accord (ou son désaccord) à participer et le matérialiser par la signature de la fiche.

2.6.2. Protection des enquêteurs

Le COVID-19 est certes une maladie extrêmement contagieuse, mais des mesures de prévention existent. Dans le cadre de la présente étude, le risque de contamination est faible, puisqu'il s'agit principalement d'une étude auprès de personnes qui ne sont pas potentiellement atteintes

III. DESCRIPTION DES INTERVENTIONS ET CARACTERISTIQUES SOCIO-DEMOGRAPHIQUES DES PERSONNES INTERROGEES

3.1. Description des Résultats du projet et stratégie de mise en oeuvre

3.1.1. Description des Résultats du projet

La stratégie de mise en oeuvre du projet est clairement formulée dans le document de projet. Il visait à atteindre trois (3) principaux résultats concrets en termes de changements de comportements et de développement des capacités.0(c)4(a)4(p)-9(a)490 1 317(E)-2(E)-2(S)]TJETr.1.1.

Chômage	20,5%	18,5%	19,6%
Elève/Étudiant	30,8%	29,6%	30,2%
Inactif	2,7%	7,4%	5,0%
SI EN EMPLOI, DANS QUEL SECTEUR D'ACTIVITE			
Fonction publique	19,4%	11,7%	15,7%
Privé	46,3%	48,3%	47,2%
Pour compte propre avec employé	17,9%	6,7%	12,6%
Pour compte propre sans employé	16,4%	33,3%	24,4%
Domestique	0,0%	0,0%	0,0%

Source: Enquête auprès des jeunes engagés pour la consolidation de la paix, CIREF 2020

Les résultats compilés dans le tableau 5, ci-dessous montrent que les tendances observées globalement sont valables dans chacune des villes de l'étude.

Tableau 5 : caractéristiques des répondants par localité

	COMMUNES DE RESIDENCE DU JEUNE					
	Abobo	Yopougon	Daloa	Bouaké	Guiglo	Korhogo
SEXE DE L'ENQUETE						
Homme	74,5%	68,9%	83,3%	60,9%	58,3%	71,7%
Femme	25,5%	31,1%	16,7%	39,1%	41,7%	28,3%
GROUPE D' AGE						
Moins de 25 ans	21,3%	6,7%	11,9%	23,9%	14,6%	20,8%
25- 29 ans	12,8%	33,3%	40,5%	39,1%	8,3%	37,7%
30- 34 ans	29,8%	24,4%	33,3%	15,2%	29,2%	20,8%
35 ans et plus	36,2%	35,6%	14,3%	21,7%	47,9%	20,8%

: Appartenance à une association

	Statut de bénéficiaire		Ensemble
	Bénéficiaire	Non bénéficiaire	
Appartenance à une association	100,0%	51,9%	76,9%
Mouvement des jeunes de la société civile	69,9%	68,6%	69,4%
Parti politique	37,0%	20,0%	31,5%
Caritative	22,6%	18,6%	21,3%
Mouvement politique	21,9%	11,4%	18,5%
Coopérative	10,3%	15,7%	12,0%

bénéficiaires comme chez les non bénéficiaires ; quoique les chiffres soient plus élevés chez les bénéficiaires.

: Typologie des actions menées en termes de renforcement de la cohésion sociale

	Statut de bénéficiaire		Ensemble
	Bénéficiaire	Non bénéficiaire	
A- Tournoi de football entre jeunes	35,9%	30,0%	34,5%
B- Application et restitution des formations reçues	68,8%	47,5%	63,7%
C- Sensibilisation des populations sur le vivre ensemble	87,5%	72,5%	83,9%
D- Sensibilisation à la paix, la tolérance et la solidarité	86,7%	67,5%	82,1%
E- Conférences et séminaires	47,7%	35,0%	44,6%

Source : Enquête auprès des jeunes engagés pour la consolidation de la paix, CIREF 2020

3.2.4. Rôle et responsabilités dans les associations

Les analyses révèlent qu'un peu plus de trois personnes interviewées sur quatre (soit 76,7%) déclarent avoir un rôle de responsabilité dans une de leurs associations (voir Tableau 8 ci-dessous). Cette proportion est de 82,1% chez les bénéficiaires contre 65,7% chez les non bénéficiaires. Le principal rôle joué par les répondants est le rôle de président ou vice-président de ladite association (47,9% dans l'ensemble et 50,4% chez les bénéficiaires), suivi du rôle de conseiller, secrétaire ou de chargé à l'organisation.

: Rôle et responsabilités dans les associations

	Statut de bénéficiaire		Ensemble
	Bénéficiaire	Non bénéficiaire	
Enquêté ayant un rôle dans l'association	82,1%	65,7%	76,7%
Rôle dans l'association			
Président / Vice-Président	50,4%	41,3%	47,9%
Trésorier	5,0%	10,9%	6,7%
Responsable de section	23,5%	21,7%	23,0%
Autres	45,4%	32,6%	41,8%

: Appartenance à un parti politique et participation aux activités

Statut de bénéficiaire

Ensemble

IV. ANALYSE DES INTERVENTIONS

4.1. Conception/pertinence du projet

Le projet dans sa conception a été pertinent.

4.1.1. Alignement des produits du projet sur les normes internationales l'égalité des genres et sécurité

Le projet vise à renforcer la consolidation de la paix et de la sécurité à travers la participation des jeunes femmes et des jeunes hommes dans les processus politiques et de suivi des engagements politiques pour les détourner de la violence et des comportements à risque.

Le projet s'aligne sur les normes internationales de l'égalité des genres et sécurité. En effet, le projet MOJEC contribue à la réalisation de la résolution 2250 du 09 décembre 2015 du Conseil

dans le projet ont été développées et exécutées mais avec un point d'ancrage entre ces activités et le projet consignées dans le tableau 10 suivant ont été exécutées.

Tableau 10 : Liste des activités non prévues

Activités non prévues	Structure d'exécution
Forum de discussion sur « L'impact de la COVID 19 sur la cohésion sociale »	
Forum de discussion sur « Quels impacts de la crise sanitaire du COVID-19 sur les élections présidentielles à venir ? »	
Forum de discussion sur « La perception de la jeunesse ivoirienne face aux politiques de gestion de crise sanitaire : cas de covid-19 ».	
Campagnes de sensibilisation et de lutte contre la COVID 19 auprès des populations	RIJLI
Formation sur les droits humains et devoirs civiques	AFJCI
Consultations juridiques	AFJCI
Médiation	AFJCI
Accompagnement (développement organisationnel)	AFJCI
Sensibilisation à la conception de la carte d'identité	CAHD

Source : Enquête auprès des jeunes engagés pour la consolidation de la paix, CIREF 2020

Ces différents éléments ont amené le projet MOJEC à développer des stratégies d'adaptation pour tenir compte de ces paramètres nouveaux.

4.1.3. Alignement du projet MOJEC sur les politiques nationales

préoccupations majeures de l'Etat. Ces jeunes sont également marginalisés du fait de leur faible implication active à la fois dans le processus politiques et économiques du pays. Ce qui les prédispose à une grande vulnérabilité à toutes formes de violence, notamment la violence politique. Il s'agit à travers ce projet de faire en sorte que les jeunes des partis politiques et de la société civile soient les acteurs de la cohésion sociale, d'encourager l'effort du gouvernement dans le sens de la réconciliation et de la promotion de la paix.

De même le projet s'aligne sur l'un des huit (8) axes identifiés pour la mise en œuvre des stratégies issues de la PNJ 2016-2020 à savoir société et culture. L'objectif global recherché dans ce domaine est de promouvoir l'esprit de responsabilité chez le jeune. L'atteinte de cet objectif passe par l'un des objectifs spécifiques est de prévenir et combattre la mobilisation, l'implication et la participation des jeunes et adolescents dans les conflits armés et autres hostilités. Ceci est possible qu'avec le renforcement des capacités des jeunes et adolescents à la démocratie, à la culture de la paix, à la solidarité et à la citoyenneté ainsi que la promotion de l'éducation à la citoyenneté et à la culture de la paix en milieu scolaire.

4.1.4. Alignement du projet sur les priorités de développement du pays

Le projet s'aligne sur les priorités de développement du pays. Il contribue à la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) 2016-2020 du Gouvernement Ivoirien notamment sur la priorité 3 du pilier lié à la gouvernance qui stipule que « **d'ici 2020, les institutions nationales mettent en œuvre des politiques publiques qui renforcent la gouvernance et la cohésion sociale pour réduire les inégalités** ».

Le projet MOJEC rentre dans l'axe stratégique 1 du PND intitulé **Renforcement de la qualité des institutions et de la gouvernance**, précisément les domaines «

« Je pense que Bouaké surtout à été le foyer de plusieurs violences en Côte d'Ivoire et donc les acteurs de ces violences là sont les jeunes. Je pense que les actions des acteurs locaux c'est de maintenir la cohésion sociale dans la ville de Bouaké et faire en sorte que les jeunes ne s'engagent plus dans ces actes de violence. Je pense que ce projet a été vraiment salué par les acteurs locaux non seulement il mettait en plateforme les jeunes au sein des partis politiques ce qui n'existait en Côte d'Ivoire et particulièrement à Bouaké. Parce qu'on se disait quand on n'est FPI, on ne peut pas se retrouver dans le siège du parti politique RACI et quand on n'est RACI on ne peut pas échanger avec un jeune du parti politique FPI et c'était difficile. Mais avec ce projet les jeunes arrivent à échanger. Chacun à fait passer son point de vu de face à telle ou telle situation et cela a créé une réelle fraternité. Si à la base nous sommes frère, si à la base nous nous considérons comme des frères dans un même pays il va s'en dire que tout de suite s'il y a une situation on pourra résoudre le problème. Mais quand chacun à des préjugés face à son frère, cela sera difficile de travailler ensemble. Donc ce projet à été beaucoup salué par les acteurs locaux. Je pense qu'aujourd'hui on voit les retombées de ce projet et depuis que la crise a commencé je ne vois aucun jeune de Bouaké en tout cas je ne connais pas pour les autres mais aucun jeune de Bouaké ne e uand

Cette procédure a pénalisé l'exécution de certaines activités dans les délais initialement définis. Les partenaires ne parvenaient pas à justifier à temps toutes les dépenses avant tout autre décaissement. Le temps de justifier empiétait sur la réalisation des activités prévues pour les mois suivants d'où les retards d'exécution des activités et leur accumulation. Les partenaires ne parviennent plus à réaliser les activités conformément au plan de travail.

Pour être plus efficace dans la réalisation des activités, certaines structures partenaires d'exécution souhaitent avoir à leur disposition des fonds sur une période allant de trois à six mois de sorte qu'ils aient le temps de procéder à des justifications pendant que les activités se déroulent.

4.2.2. Acceptabilité et adéquation des dépenses

Pour certains enquêtés, les dépenses étaient pour la plupart conformes aux prévisions. De plus, il faut noter que les primes de transport sont reversées après l'exécution de l'activité. Cependant, si les dépenses dépassent les prévisions budgétaires du fait de certains imprévus, l'information est remontée à CARE. Et c'est avec son aval que l'opération est exécutée.

Le système de suivi-évaluation en ligne était de bonne qualité. IL a permis d'avoir des données actualisées, des données à disposition à tout moment afin de suivre des activités de terrain et de celles des plateformes. Bien qu'ayant bénéficié des séances de formation sur le système, les structures partenaires d'exécution avaient des difficultés à renseigner le système en ligne. Les données collectées étaient transmises à l'équipe projet MOJEC, à savoir CARE.

Les différents retards de certains décaissements liés à la durée de justification des décaissements antérieurs ont également constitué un réel défi pour la mise en oeuvre efficace du projet MOJEC, causant une extension des délais d'exécution des activités initialement prévus.

4.3. Efficacité/implémentation des activités

Les résultats de l'efficacité du projet MOJEC sont positifs.

Le Comité d'aide au développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) définit l'efficacité comme étant « **la mesure selon laquelle les objectifs de l'action de développement ont été atteints, ou sont en train de l'être, compte tenu de leur importance relative** ». Ainsi, apprécier l'efficacité du projet et de sa mise en oeuvre revient à apprécier dans quelle mesure les objectifs du projet à savoir : a) Augmenter l'action citoyenne des jeunes dans la surveillance des actions politiques susceptibles de compromettre ou promouvoir les divisions compromettant les questions susc

4.3.3. Efficacité

La stratégie de mise en oeuvre du projet a été

4.3.4. Viabilité

La mission a pu noter que les principaux facteurs de viabilité du projet sont d'une part, la mise en place de la platef

« Et nous même en tant que Mojec, nous vérifions, quand nous venons à nos réunions on se donne des informations, et selon les informations, ce qui peut envenimer les situations nous cherchons déjà à régler cela;

en fonction des besoins ». La faiblesse de la stratégie AFJCI est le manque d'engagement de la part des uns et des autres rendant difficile l'obtention de besoin de manière consensuelle. Pour pallier à cette situation des appels téléphonique était fait à l'endroit de chaque de la plateforme pour avoir des thématiques précises cadrant avec leurs besoins. Lors des activités ces différentes thématiques sont mises sur la table afin d'effectuer un choix consensuel. Pour une plus grande effectivité de la stratégie mise en place par l'AFJCI, elle suggère les critères de selection soient révisés à l'effet de choisir les organisations plus intéressées.

Afin de pérenniser les acquis, les actions menées doivent s'étendre sur plusieurs mois voire plusieurs années car la fracture sociale est profonde. De plus, le projet doit s'étendre à l'ensemble du territoire national pour permettre à tous les jeunes d'y prendre part.

Les leçons apprises lors du projet MOJEC enseignent qu'il est difficile d'avoir l'adhésion des jeunes dès les premiers contacts. Il faut arriver à les intéresser, à les sensibiliser pour leur véhiculer le message et atteindre les résultats escomptés

« c'est surtout ne pas commencer à apporter des jugements parce que quand on commence à aborder des jeunes et qu'il ont des réactions ou qu'ils donnent leurs opinions, on peut être choqué et le risque est grand de leur dire : « Non, pourquoi tu dis cela » ; je pense que ce qui est vraiment important c'est de ne pas les juger, c'est d'accepter leurs opinions et puis progressivement les amener à comprendre la nécessité d'avoir une toute autre vision de la paix »

Aussi, la proximité avec les populations, les contacts, les rencontres avec les communautés et les échanges contribuent à l'adhésion des populations. A cet effet, la stratégie globale basée sur la formation et la pratique (match de football, les débats dans les grains et dans les partis politiques) a été selon certains coordonnateurs l'une des clés de réussite du projet.

Pour apporter un plus au projet, certains enquêtés ont souhaité une forte implication des leaders coutumiers, religieux et les autorités administratives. À ce niveau, ils ont souhaité que le projet prévoie des dons ou de l'argent pour les autorités on

Tableau 13 : Connaissance des critères de sélection et libre participation

	Statut de bénéficiaire		Ensemble
	Bénéficiaire	Non bénéficiaire	
Connaissance des critères de participation	56,6%	7,4%	32,9%
Comment jugez-vous ces critères ?			
Discriminatoires	8,9%	10,0%	9,0%
Non transparents	5,1%	20,0%	6,7%
Autres (pertinentes, transparentes)	88,6%	80,0%	87,6%
Décision libre de participation au projet	73,1%	9,7%	43,9%

Source : Enquête auprès des jeunes engagés pour la consolidation de la paix, CIREF 2020

Concernant l'action citoyenne de contrôle de l'espace démocratique, les bénéficiaires dans leur grande majorité ont bénéficié d'une formation sur l'action citoyenne de contrôle de l'espace démocratique. 47,7% des répondants ont déclaré avoir bénéficié d'une formation à cet effet. Cette proportion est de 77,4% chez les bénéficiaires contre seulement 15,6% chez les non bénéficiaires. Dans la majorité des cas, cette formation est due au projet (84%).

Tableau 14: Formation sur l'action citoyenne de contrôle de l'espace démocratique

Tableau 16 : Organisation des séances de dialogue

		Statut de bénéficiaire		Ensemble	Impact (différence des différences)
		Bénéficiaire	Non bénéficiaire		
Organisez-vous des séances de dialogues	Avant 2019	26,9%	17,0%	22,1%	30,0
	Maintenant en 2020	62,1%	22,2%	42,9%	
Participez-vous à des séances de dialogues	Avant 2019	37,2%	20,0%	28,9%	39,1
	Maintenant en 2020	80,0%	23,7%	52,9%	

Source : Enquête auprès des jeunes engagés pour la consolidation de la paix, CIREF 2020

Les participants de cette enquête ont déclaré avoir reçu plusieurs formations. Les formations sur le civisme et sur les violences politiques ont été les plus administrées aux participants. De façon générale, les bénéficiaires ont le plus effectué des formations que les non bénéficiaires. La participation aux formations est 3 à 5 fois plus élevée chez les bénéficiaires que chez les non bénéficiaires.

Tableau 17: Formation sur le civisme, la surveillance, les violences politiques, la traçabilité/ rapportage des incidents de violences politiques

	Statut de bénéficiaire		Ensemble
	Bénéficiaire	Non bénéficiaire	
Civisme			

et association de mieux suivre l'action politique. Ce qui peut expliquer alors son utilisation de plus en plus importante auprès des associations.

Figure 4 :

Tableau 19 : Liste des activités prévues relatives au résultat 1

Activités prévues	Activités réalisées	Activités non réalisées
Identification des collectifs/mouvements inclusif de jeunes dans les zones cibles	X	
Formation à la prévention et résolution pacifique des conflits		
Formation ou renforcement de capac		

accompagner. La sensibilisation était surtout portée sur l'importance de la pièce d'identité parce que tout cela devrait conduire aux questions d'élection »

S'agissant du **Résultat 2 : 5 plateformes régionales de jeunes pour la promotion de**

Au niveau du **Résultat 3 : La redevabilité politique envers la participation inclusive et l'action civique des jeunes**, les principales réalisations sur ce volet ont été orientées sur les activités suivantes

- 02 Ateliers de vulgarisations des résolutions 2250, 2419 et 1325 auprès des associations de jeunesse et des leaders politiques dont 50 hommes et 21 femmes ont été respectivement organisés dans les localités de Yopougon et d'Abobo.
- 06 ateliers ont été organisés pour mettre en place un code de déontologie et de bonne conduite pour les jeunes de la plateforme MOJEC dans chacune des localités d'intervention.

La mission a noté que les partis politiques ont réellement accompagné le projet MOJEC. Il y a eu des cadres d'échange. Ce cadre d'échange était pour les partis politiques une opportunité de faire connaître leur parti. Cette question de redevabilité était de préparer une transition inclusive. Mais le projet n'a pas prévu une transition inclusive des jeunes à la direction des partis politiques. Des stratégies permettant aux partis politiques non seulement d'inclure les jeunes, mais aussi de leur accorder des postes de responsabilité sont nécessaires.

Concernant le système d'alerte précoce pour le rapportage des cas d'abus et d'utilisation des slogans politiques, quatre jeunes sur 10 ont une connaissance du système d'alerte précoce pour le rapportage des cas d'abus et d'utilisation des slogans politiques. Cette proportion est de 67% chez les jeunes bénéficiaires contre 16% chez les jeunes non bénéficiaires. Cependant, même si les jeunes connaissent le système, son utilisation reste mitigée (59,2%).

Tableau 22: Connaissance du système d'alerte précoce pour le rapportage

	Statut de bénéficiaire		Ensemble
	Bénéficiaire	Non bénéficiaire	
Connaissance du système d'alerte précoce	67,1%	16,3%	42,7%
Utilisation du système d'alerte précoce	56,1%	72,7%	59,2%

Source: Enquête auprès des jeunes engagés pour la consolidation de la paix, CIREF 2020

La mission a noté que le projet a favorisé l'implication des mouvements de jeunes dans les mécanismes d'alerte précoce et de plaidoyer. Le projet a permis aux jeunes de mener des actions de sensibilisation sur les résolutions 2250, 2419 et 1325. À ce niveau, le mécanisme d'alerte précoce et de plaidoyer mis en oeuvre par l'OSCS, a permis aux bénéficiaires de publier sur la plateforme les situations de violences, d'abus et autres dont ils ont connaissance. Environ une quarantaine de situations ont pu être rapportées grâce au système d'alerte précoce. Ce qui permet ainsi d'affirmer que les actions menées dans le cadre du projet MOJEC ont été efficaces.

Au niveau de la participation aux forums de dialogue politique inclusif entre les mouvements des jeunes et les représentants des partis politiques, on est passé de 20% en 2019 avant le projet à 47% en 2020 après le projet.

S'agissant du code de conduite des partis politiques pour des élections apaisées en Côte d'Ivoire, il est connu par 39% des jeunes interrogés. Cette connaissance du code de conduite est plus prononcée chez les jeunes bénéficiaires que chez les non bénéficiaires. De plus, 65% des jeunes bénéficiaires ont une connaissance du code de conduite contre seulement 10% chez les non bénéficiaires. On peut donc dire que cette connaissance chez les jeunes bénéficiaires est un effet direct du projet.

Tableau 23: Connaissance du code de conduite des partis politiques pour des élections apaisées en Côte d'Ivoire

	Statut de bénéficiaire		Ensemble
	Bénéficiaire	Non bénéficiaire	
Connaissance du code de conduite des partis politiques pour des élections apaisées	65,1%	10,4%	38,8%
Si oui, cette connaissance est-elle due au projet ?	85,3%	57,1%	81,7%

Source : Enquête auprès des jeunes engagés pour la consolidation de la paix, CIREF 2020

Pour ce qui est de la possession du système de rapportage sur le suivi des promesses électorales à temps réel, seulement 28,5% des bénéficiaires déclarent que leur association possède un système de rapportage sur le suivi des promesses électorales à temps réel. Cette proportion est de 48,6% chez les bénéficiaires contre seulement 6,7% chez les non bénéficiaires. Toutefois,

Le tableau 25 qui suit recapitule toutes les activités relatives au résultat 3 prévues, réalisées et non réalisées.

Tableau 25 : Liste des activités prévues relatives au résultat 3

Activités prévues	Activités réalisées	Activités non réalisées
Organisation des forums de dialogues politiques entre les mouvements dans jeunes et les représentants des partis politiques	X	
Organisation de journées et/ou foire de citoyenneté à l'intention des jeunes en collaboration par les formations politiques	X	
Organiser des séances de sensibilisation au sein des partis politiques par la plateforme des jeunes sur le pluralisme et à l'abstention, et à l'achat des voix et l'acceptation du principe des opinions dissidentes	X	
Organisation sur les réseaux sociaux des débats croisés entre les jeunes et les leaders politiques	X	
Organisation de forum de dialogue politique inclusif	X	
Organisation des séances de travail citoyen entre les partis politiques et la population	X	
Vulgarisation des résolutions 2250 et 2419 et 1325 auprès de jeunes et des autorités, Partage des rapports ciblés sur les incidents et actions politiques d'incitation aux divisions et polarisation du dialogue politique et appui à la promotion de l'action civique citoyenne des jeunes à travers les médias sociaux	X	
Appuyer la promotion de l'action civique citoyenne des jeunes à travers les médias sociaux.	X	

Source : Enquête auprès des jeunes engagés pour la consolidation de la paix, CIREF 2020

Tableau 26 : Résultats quantitatifs des indicateurs du projet MOJEC

Indicateurs	Base de données	Cible de fin de projet	Progrès actuelle de l'indicateur
Résultat 1 L'action citoyenne des jeunes dans la surveillance des ac <div data-bbox="203 483 551 584"></div>			

jeunes pour la prévention des violences politiques et la consolidation de la paix	l'action citoyenne des jeunes vigiles de l'espace politique			
--	---	--	--	--

citoyennes des jeunes des différentes formations est en place et fonctionnel dans les zones cibles du projet				localité dont MOJEC KORHOGO;MOJEC BOUAKE;MOJEC ABOBO; MOJEC YOPOUGON; MOJEC DALOA;MOJEC GUIGLO. (chiffre clé:1)
	Indicateurs 2.2.2 Nombre de structures de jeunesses qui utilisent les évidences pendant les débats et dialogues politiques	0	structures de jeunesses	(chiffre clé:6)
Produit 2.3	Indicateurs 2.3.1			
	Indicateurs 2.3.2			
Résultat 3 La redevabilité politique envers la participation inclusive et l'action civique des jeunes renforcés.	Indicateurs 3.1 Niveau d'augmentation des opportunités d'interaction directe entre les jeunes et les leaders politiques dans les zones	33	33	
	Indicateurs 3.2			
	Indicateurs 3.3			

Produits 3.1

mécanismes d'alertes précoces et de plaidoyer politiques pour la prévention des violences politiques dans les zones cibles du projet.	d'alerte précoce et de plaidoyer dans les zones d'intervention			
	Indicateurs 3.2.2			

Source : Enquête auprès des jeunes engagés pour la consolidation de la paix, CIREF 2020

4.3.8. Pertinence des plateformes mises en place

Les plateformes ont été pertinentes dans l'obtention des résultats du projet. Les plateformes régionales constituent de véritables leviers pour l'engagement des jeunes dans la consolidation de la paix. Ces plateformes constituées d'organisation de la Société Civile et des partis politiques peuvent peser dans la consolidation de la paix et dans toutes les autres initiatives locales en direction des jeunes. Elles sont unanimement saluées par les participants. Elles ont permis à la société civile et les politiques de travailler ensemble et de fédérer les actions. Ce qui serait difficile, si le projet s'adresser individuellement aux partis politiques et

- Mise en place des actions citoyennes à travers les blogs et capsules sur l'engagement politique de

activité un peu plus ouverte, il était toujours invité et nous gratifiait de sa présence et de ses brillantes interventions, toujours soutenues. Du coup, ces genres de personnes ont contribué à la réussite de nos activités et à propulser la plateforme».

- La volonté des jeunes : cette volonté se traduit par leur présence sur le terrain.

4.4.2. Besoins en termes d'appui à la consolidation des acquis du Projet

Pour consolider la paix, plusieurs besoins ont été suggérés par les répondants. Entre autres besoins, ils ont demandé un encadrement dans la formalisation des plateformes. En effet, les plateformes doivent être accompagnées

promotion de la paix, des valeurs civiques et démocratiques, la lutte contre la violence politique par un changement de comportement. La mise en place de plateformes animées par les jeunes permet de maintenir la paix dans les zones. Le projet contribue aussi au développement durable parce que les jeunes sont impliqués et servent de relais de l'information.

Les actions d'intérêt commun (assainissement, reboisement, tournoi de football) commencent à voir le jour dans la zone d'intervention du projet sous l'impulsion des jeunes leaders. Les jeunes commencent à s'impliquer dans la transformation des conflits à travers des actions de médiation et du théâtre participatif. Des échanges intergénérationnels sont initiés pour trouver des solutions aux conflits qui existent au niveau des communautés notamment les conflits fonciers, les conflits éleveurs peulhs et agriculteurs dogons. Toutes ces actions sont menées grâce aux formations reçues, formations, qui leur permettent aujourd'hui d'être autonomes.

4.4.6. Contribution des différents systèmes locaux de responsabilisation et de surveillance au développement local des connaissances et appuie à la durabilité des résultats

La question du respect de droit de l'homme et précisément celui du genre a été au cœur de la réalisation du projet, tant dans les procédures que dans la conduite des activités des plateformes. Le projet MOJEC prévoyait un quota de 40 % dans l'effectif des plateformes et bénéficiaires réservé à la gente féminine. Mais l'équipe de recherche a constaté que ce quota de 40% n'a pas été respecté dans les listes des organisations sélectionnées. Diverses raisons ont été avancées. La première est liée au choix des organisations par les partenaires. En effet, les partenaires ont choisi les organisations de jeunesse en fonction de leurs popularités dans les localités, les critères du projet et la recommandation des institutions étatiques sur place (le ministère de la jeunesse et de l'emploi des jeunes notamment à Bouaké). En conséquence, la liste définitive des 25 bénéficiaires validée par les partenaires techniques ne respectait pas le quota exigé par le bailleur. À Bouaké par exemple, sur 25 bénéficiaires, on n'en dénombrait que 2 qui sont des organisations de femmes. Une des solutions trouver sur le terrain pour pallier ce déficit a été d'imposer aux membres de la plateforme locale, la participation des femmes de leurs organisations ou associations d'origine aux activités du MOJEC, bien qu'elles ne soient pas sur les listes initiales.

La deuxième raison est liée au faible intérêt des jeunes filles/femmes au leadership politique et citoyen.

La troisième raison, c'est que la majorité des organisations de jeunesse qui ont postulé ont préféré à l'entame du projet proposer des hommes ou directement leurs responsables. Cette situation s'explique par le fait qu'avant le projet MOJEC, la dimension genre n'était pas prise en compte au sein des associations de société civile ainsi que les partis politiques.

En termes d'implication, les résultats des entretiens indiquent que les femmes étaient impliquées dans les discussions et participaient activement aux différents débats. Elles donnaient leurs avis qui d'ailleurs étaient pris en compte. Lors des activités de sensibilisation et de mobilisation, elles étaient en première ligne. Dans certaines plateformes, elles se sont vues accorder des postes de responsabilité. A Bouaké par exemple, la plateforme a été dirigée par une femme.

4.5.2. Contribution du projet à la mise en œuvre des normes pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en Côte d'Ivoire

Le projet dans sa mise en œuvre a mis l'accent sur le genre. Les coordonnateurs ou les coordonnatrices avaient le même traitement. Le projet a aussi pris le soin de former les femmes afin de les amener à prendre conscience de leur rôle. Le projet a contribué à la mise en œuvre de l'égalité en portant à la connaissance des membres de la plateforme la résolution 1325 des Nations Unies et les exhortant à les mettre en pratique. Ces formations ont permis à certaines d'être active au sein des plateformes. Cependant, d'autres ne s'impliquent pas malgré les

Tableau 27: Contribution du projet à l'autonomisation de la femme

		Statut de bénéficiaire		Ensemble
		Bénéficiaire	Non bénéficiaire	
Inclusion d'élément en rapport avec l'autonomisation de la femme	Oui	58,6%	6,7%	33,6%
	Pas vraiment	16,6%	16,3%	16,4%

4.6. Impacts du projet

4.6.1. Changements notables captés dans le cadre du projet à travers la théorie de changement du projet MOJEC

Le document projet précise que le projet est soutenu par la théorie suivante: *Si les mouvements formels et informels de jeunes à risque*

le moment pour eux de laisser tomber tout et de se mettre ensemble pour le bonheur du village. Je pense qu'ils m'ont écouté. Ils sont allés jouer et ils ont fini deuxième voilà. Donc moi ce que j'ai appris, je l'ai mis en exergue et ça a donné un résultat. **Coordonnateur plateforme MOJEC BOUAKE**

Mobilisation de tous les leaders d'association de jeunesse

Je me rappelle aussi d'un fait qui s'est déroulé à Korhogo. Nous avons rencontré le préfet, et lui avons fait part de notre intention de réunir les différents leaders d'association de jeunesse de sa localité pour une activité. Il nous a fait savoir que c'était une peine perdue car depuis qu'il est dans la localité il a mené plusieurs actions dans ce sens. Mais elles se sont avérées veines. Il n'avait jusque-là, encore pas eu l'occasion de s'entretenir avec eux. Nous avons relevé le défi avec succès. Grande, fut sa surprise et sa joie quand nous l'avons appelé pour l'informer qu'il ne restait plus que lui que nous attendions pour débiter la cérémonie. Il en a profité pour s'entretenir avec eux et nous a encouragés à continuer dans nos actions. **Coordonnateur plateforme MOJEC KORHOGO**

La marche blanche à Bouaké et les visites au siège des partis politiques

Oui, il ya eu des faits marquants, on a eu des succès ici à Bouaké parce que comme je disais depuis cette marche que nous avons fait depuis le 10 octobre 2019 c'était un véritable succès. Il s'agissait d'une marche blanche au niveau de Bouaké. A la fin, les autorités nous ont appelé et nous ont dit que c'est du jamais vu à Bouaké. Au sortir de cela nous avons fait encore des activités de sensibilisation sur la paix à broukro. On était sur le terrain, on a sensibilisé la population de broukro. Après la population de broukro nous sommes allés dans les différents sièges de différents partis politiques tels que le PDCI et le RHDP. Vraiment il faut dire que c'est un fait marquant. Le RHDP nous a fait partir dans son bureau, ils nous ont parlé ils nous ont dit comment gérer les conflits inter-ethniques et comment il faut consolider la paix entre nous. Vraiment c'était un fait marquant. Il faut dire que le projet a eu un véritable succès parce que nous avons impacté la population de Bouaké. Les choses même qui n'était pas possible avant, se lever et aller parler de paix à un parti politique mais grâce à ce projet parce que c'est un projet rassembleur, le projet a su rassembler tous les partis politiques et la majorité des organisations de la société civile au niveau de Bouaké. Aujourd'hui, il y a une forte collaboration lorsqu'il s'agit d'un document parce que comme je le dis, le choix n'a pas été fait au hasard se sont des leaders d'opinions qui sont réunis pour piloter le projet donc le projet a un véritable succès à Bouaké. **Coordonnateur plateforme MOJEC BOUAKE**

Intervention des non bénéficiaires sur l'opportunité qu'offre le projet à YOPOUGON

Parmi les activités non prévues on compte également les médiations, les accompagnements dans la formalisation, la création d'une seconde plateforme à Abidjan et la réhabilitation de certains foyers des jeunes comme ce fut le cas à Bouaké.

Conclusion partielle sur l'impact du projet MOJEC

Les résultats de l'impact sont positifs. L'attitude de certains bénéficiaires vis-à-vis de la situation a changé. Le projet a réussi à dépasser les questions de clivages politiques et mettre en avant la personne humaine.

Le projet a un impact positif sur les jeunes des plateformes. Comparativement aux non bénéficiaires, Ils ont une autre vision de la société et de la démocratie car à travers les cadres de discussions et de revendication « la force des arguments » plutôt que les arguments de la force ». le projet MOJEC a contribué au renforcement de l'engagement civique dans le dialogue politique des bénéficiaires. Grâce au dialogue, les jeunes ont pris conscience de la nécessité d'accepter la différenc

les difficultés de rapportage des données, les retards des dépôts des primes de transport surtout avec l'AFJCI, le retard dans l'acheminement des livrables, le retard dans la mise à disposition des financements, la non mise en oeuvre du code de bonne conduite et l'arrêt brusque du projet.

La mission a noté la faible collaboration ou implication des directions déconcentrées du Ministère de la Solidarité et de la cohésion sociale et du ministère de la jeunesse dans la mise en oeuvre du projet.

5.2. Opportunités et menaces du projet

5.2.1. Opportunités

La mission a relevé que la création d'un réseau de collaboration regroupant les leaders de la société civile et des partis politiques pourrait être une opportunité pour la durabilité du projet MOJEC. À cela il faut ajouter la création d'une plateforme regroupant des leaders de la société civile et de partis politiques (de l'opposition comme ceux du pouvoir) autour d'un idéal commun qui est la paix et la cohésion sociale et la création d'un réseau de leaders issus de la société civile et des partis politiques.

5.2.2. Menaces

En ce qui concerne les menaces, la mission a noté la faible collaborat

- Faire un plaidoyer auprès des autorités administratives afin de faciliter l'obtention de documents (agrément) légaux permettant aux acteurs légaux de jouir de toute la liberté et de tous les droits concourant à promouvoir la cohésion sociale (particulier de la part de l'AFJCI).

Aux membres des plateformes

- Favoriser l'animation des plateformes ;
- Continuer la mise en œuvre du mécanisme d'alerte précoce ;
- Mise en place du code de bonne conduite ;
-

1	BENRAKROU KOUASSI BENEAKROU ALEXI	JECCUCI	89890970
2	LOUAN RITA	UDPCI	46272855
3	LANDRY HOKON	District CAMP MILITAIRE	49 21 41 95
4	KRAH KONAN PATRICK	MAILLON 1 ^{er} SECOURS	49073226
5	SIBIRY WATTARA	CICAT	07 77 06 43
6	FATOUMATA DIOMANDE	DISTRICT DES JEUNES DE FIGAYO	08 59 77 53
7	SEA DON MOISE	PJCI	58 25 62 61
8	AMANI BROU	FPI	97 00 15 04
9	BADIA ROLAND	DISTRICT SELMER	07 43 36 26
10	BERNARD DJOMAN	JEUNESSE NIANGON NOKOUA	47 05 35 37
11	COULIBALY ROKYATOU	JEUNESSE UNIE DE BANCO 2 (JUB2)	47 05 81 40
12	DOUMOUGNINDJIN WATTARA	TCHELE-WEYE	05 07 47 66
13	GNALI ZEBE ROMEO	UPCI	05 13 26 21
14	TIEWI AKA	DISTRICT	49 49 74 49
15	MALI ADAMA	PIT	87 15 00 25
16	AMARA DIAKITE	DISTRICT DE GESCO	45 71 38 00
17	YAO GONESE	PDCI	08 08 77 26
18	TIEKOURA BLANCHARD	YPE	77 00 46 83
19	CINA DIABATE	CNJ	09 92 50 44
20	SACKO LAMINE	FJDOCI	47 66 55 01
21	ELI KOFFI	JUCC	

ANNEXES

Liste des membres des plateformes

1	TAHOUE Donh Charles	PDCI RDA	DELEGUE ADMINISTRATIF	47998880/44 090973
2	TION INNOCENT	MJCEG	PRESIDENT	08143741/06 162596

YESSONGUI KONE	WOBE wognon Cocody 1	Sécretaire	F	06 83 90 73
BAHI GROGUHE CYRILLE	JEC	Membre	M	47 27 12 89
DIENDIOUGOU SYLVESTRE	Scout de Côte d'Ivoire	Chargé de l'Administration	M	07 76 92 26
KONE ABOUBAKAR	RAJP	Coordonateur Régional	M	49 26 07 24
KONE ISMAIL	JUPS	Mobilisateur/ Organisateur	M	47 67 98 14
BAMBA DOUGOUTIGUI	CEECI	Sécretaire à la Mobilisation	M	49 69 31 30
SORO ZIE	ONG Grenier	Sécretaire Général	M	01 14 96 06/ 07 83 48 18
BAMBA FOUSSENI KONE	Mandela Center CI	Président	M	77 22 61 16

PARE ISSOUF

AEJT

KOUAKOU ATHOWLA HARTMAN GHISLAIN	U-REPORT	Responsable	M	49 00 12 32
FOFANA IBRAHIMA	CAB	Président	M	07 10 14 19
NADINGA MAÏMOUNATA	Club des Jeunes de Côte d'Ivoire	présidente Exécutive	F	48 39 65 94
KOUASSI AKIWA DOMINIQUE	AJEEB	Président	M	08 00 59 23/ 05 63 50 03
KOUAME ABAULIA ROCHE MICHAEL	AESA-UAO	Président	M	77 62 08 23/ 42 64 49 75
SEKONGO DOUYERI ABDOULAYE	AEEMCI	Sécretaire Régional	M	59 54 08 73/45 01 20 90
ATSE ACHI ALPHONSE	AIESEC	Chef d'Equipe	M	49 38 80 59
COULIBALY FATOGOMA	AJC-MGB	Sécretaire	M	57 02 76 95
BAMBA MAÏMOUNA	GYIN	Tresorière	F	07 63 97 80

Nom et Prénom(s)	Structure	Fonction	Contact
TOUALY Andosine	AFJCI	Corodonnatrice de projets	58 35 57 35

TOURE LANTOUN	CAHD	Coordonnateur de projets	0715 14 40
	RIJLI	Coordonnateur	07 34 83 11
COULIBALY LOSSENI	Equipe Projet MOJEC	Coordonnateur	
TAKI Kan Léonard	Equipe Projet MOJEC	Responsable M & E	

Votre dossier devra être envoyé par mail au plus tard à la date limite indiquée ci-dessus à

10 heures 00 minutes GMT, uniquement à l'adresse mail suivante : CIV.ProcurementCOVID19@care.org

avec pour objet « EVALUATION FINALE DU PROJET MOJEC ».

I. COMPOSITION DE L'OFFRE

A- Documents administratifs :

- Un registre de commerce et du crédit mobilier (Non applicable pour les consultants individuels)
- Une déclaration fiscale d'existence (Non applicable pour les consultants individuels)
- Une attestation de régularité fiscale pour les sociétés régulièrement constituées en cours de validité (Non applicable pour les consultants individuels) ;
- Une attestation de mise à jour CNBT à 4(3(4(r)e6(e)-3()-41(m)92A)-41(j56me)-4(ntt50/F1 8.04 Tf1m2.664 428

Fiche Technique 6 : Au moins trois (03) attestations de bonne exécution d'études similaires

Fiche Technique 7 : Présentation du plan du rapport

Fiche Technique 8 : Planning d'exécution

C- Proposition financière

Les Propositions sont classées en fonction de leur note technique (Nt) et de prix (Np) combinées en utilisant les pondérations (T = la pondération attribuée à la Proposition technique : F = la pondération attribuée à la Proposition financière ; T + F = 1) comme suit : $N = Nt \times T\% + Np \times F\%$.

IV. DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS

Pour toute demande d'éclaircissements, le consultant est invité à adresser sa requête par mail, et ce au plus tard cinq (05) jours ouvrables avant la date limite de remise des offres.

Les demandes d'éclaircissements pourront être adressées aux adresses suivantes :

A : Fredy.yah@care.org

CC : dorleac.gnazebo@care.org ; marius.nguessan@care.org ;

En dehors, de ce cadre formel, aucune communication ne devra être établie avec un personnel de CARE International Côte d'Ivoire relativement à cette demande de proposition sous peine d'élimination.

Annexes :

- Termes de références
- Grille d'évaluation
- Modèle de fiche pour informations bancaires

ANNEXE 1 : TERMES DE REFERENCES



1 Généralités

1. Projet : Mobilisation des Jeunes Engagés pour la Consolidation de la Paix
2. Financement : Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies (UNPBF)
3. Zone d'intervention : Région de Gbêkê (Bouaké) – Région des Lagunes (Abidjan) ; Région du Haut
Sassandra (Daloa) – Région du Cavally (Ouest) et Région du Poro (Korhogo)
4. Durée de l'activité : 30 j

politique des jeunes dans la création d'une culture démocratique inclusive. Les formations politiques ont en fonction de leur agenda utilisé le clientélisme identitaire pour créer des mouvements ou milices politiques majoritairement constitués des jeunes. Aujourd'hui ces mouvements/milices des jeunes partisans sont à l'avant-garde de la violence politique et du rétrécissement de l'espace de dialogue politique inclusif.

Avec environ 26% de la population d'origine étrangère, la coexistence, tolérance dans l'espace politique ivoirien ont toujours constitué des facteurs existentiels de consolidation de la paix et de la cohésion sociale. Dans un environnement dominé par des clivages politiques à base ethnique, l'absence de débats politiques publics inclusifs sur des concepts, slogans et messages politiques divisionnistes entrave les efforts de création d'une culture démocratique inclusive. Comme conséquence, les jeunes finissent par développer des stratégies d'adaptation à leur environnement politique très polarisé à travers le rap

II. PRESENTATION SUCCINCTE DE L'ORGANISATION COMMANDITAIRE

1. Brève historique de l'organisation

CARE (Coopérative for Assistance and Relief Everywhere) est une ONG de solidarité internationale créée en 1945 dans le but d'apporter de l'assistance dans les situations d'urgence humanitaire et d'aide au développement. CARE est une ONG laïque, à but non lucratif et à caractère non discriminatoire.

CARE International travaille actuellement dans 99 pays dans le monde entier pour soutenir près de 1000 projets de développement de la lutte contre la pauvreté et des projets d'aide humanitaire. Symbole de la cohérence de sa philosophie, partout dans le monde CARE est reconnaissable par le même logo des mains tendues.

En juillet 2000 CARE International s'établit en Côte d'Ivoire pour coordonner un programme transfrontalier de lutte contre le VIH/Sida appelé Life Link, « le lien de la vie ». Par la suite, CARE CI a développé d'autres projets dans les domaines de l'urgence humanitaire, l'assainissement urbain, la réhabilitation communautaire et de la cohésion sociale, la lutte contre le VIH/Sida et le paludisme, le développement communautaire, l'autonomisation économique de la femme, la santé sexuelle et reproductive.

CARE International Côte d'Ivoire compte aujourd'hui 4 Bureaux (Abidjan, Bouaké, Daloa et Soubré) et ses interventions à travers les partenaires lui permettent de couvrir tout le territoire national.

2. Vision, mission, focus de l'organisation

Vision : Nous cherchons à réaliser un monde d'espoir, de tolérance et de justice sociale, dans lequel la pauvreté a été surmontée et toutes les personnes vivent dans la dignité et la sécurité.

Mission : CARE œuvre dans le monde entier pour sauver des vies, combattre la pauvreté.

En Côte d'Ivoire, la population des jeunes (personnes entre la tranche d'âge de 15 - 35 ans d'âge) est estimée à 79,34%, la majorité étant de moins de 15 ans (42,94%). 36,40% de la population des jeunes est en âge d'engagement civique actif. Cette tranche des jeunes sont en ce jours restés soit en marge du processus démocratique ou alors ont été à la merci de la manipulation politique.

Les incidents sécuritaires récents en Côte d'Ivoire ont démontré la gravité de la problématique des jeunes en Côte d'Ivoire. Les jeunes à plusieurs reprises se sont attaqués aux symboles de l'Etat. En Septembre 2017, à l'ouest de la Côte d'Ivoire, les jeunes étaient activement engagés dans les violences inter-ethniques suite à l'usurpation de domaines fonciers, ravivant ainsi les conflits fonciers de longues dates. Ces violences ont fait 15 morts et plus de 6,000 personnes déplacées.

En février 2018, le décès d'un citoyen à un "check point" de la Gendarmerie dans la région de Bloléquin a déclenché des violences inter-ethniques qui ont fait plusieurs dégâts matériels. Par ailleurs, le 25 août 2018, dans la région du centre, un village a été incendiés par des jeunes d'un autre en raison de rumeurs persistantes sur la disparition d'un des leurs.

Les exemples susmentionnés dénotent le sentiment de marginalisation dont les jeunes se sentent victimes. A cet effet, les jeunes soulignent leur manque d'implication active à la fois dans les processus politiques et économiques du pays. La plupart des jeunes ont le sentiment d'être marginalisés de la vie politique, économique et sociale active du pays : « nous avons été catégorisés, on a fait de nous un groupe marginal » (Progres study on youth, peace & security A-72-761-S-2018-86). Ce sentiment de rejet et d'auto-réclusion prédisposent les jeunes à une grande

Identification des collectifs/mouvements inclusif de jeunes dans les zones cibles

Mise en place d'une équipe de gestion du système digital
Former les jeunes à l'utilisation de la plateforme digitale
Collaborer avec les plateformes existantes (YALI network, U-report, Active Ta Voix, OSCS)

Résultat 3 : La redevabilité politique envers la participation inclusive et l'action civique des jeunes renforcées.

Promouvoir la redevabilité politique est un aspect essentiel dans la création et le renforcement d'une culture démocratique inclusif qui valorise l'engagement civique égale entre tous les segments de la population en âge de maturité civique. Ce résultat vise la participation accrue des jeunes dans le dialogue politique entre les jeunes et les leaders politiques pour mitiger l'utilisation de la jeunesse comme levier de la violence politique en vue des

- Le pays ne replonge plus dans l'instabilité sécuritaire alimentée par une résurgence des conflits ethniques,

Les facteurs qui ont favorisé l'adhésion et la participation des populations aux activités du projet (Les approches utilisées ont-elles permis/facilité une appropriation par les communautés ?),
Recommandations et leçons pour la conception d'une éventuelle phase/orientation des activités à mener à l'après-projet,
Les besoins complémentaires en termes d'appui pour consolider les acquis du Projet
L'appropriation locale et pour les différentes parties du projet,
La capacité de l'Etat à assurer la continuité des interventions après le terme du Projet
L'importance au renforcement de l'environnement pour le développement durable apporté par CARE, y compris les activités de renforcement des capacités suffisantes pour que les parties prenantes locales puissent poursuivre leurs activités sans un soutien des partenaires financiers,
Les systèmes locaux de responsabilisation et de surveillance qui ont été mis en place pour améliorer le développement local des connaissances et appuyer la durabilité des résultats ?
Les principaux facteurs de durabilité des effets du projet,
Est-ce que les interventions réalisées accomplissent des synergies au sein du portefeuille de du PBF en Côte d'Ivoire et de CARE ainsi qu'au des autres acteurs qui interviennent sur la même thématique ?

2.6 5i HfYg UgdYWg XY`Ej U'i Uh]cb

Le comité aura pour rôle de : (i) valider les TDR de l'étude, (ii) participer au comité de recrutement du consultant, (iii) valider la méthodologie de l'étude, (iv) valider le rapport de l'étude.

ANNEXE 2 : GRILLE D'EVALUATION

CRITERES	POIDS
Offre technique	100
(A) Adéquation entre la méthodologie proposée et les objectifs à atteindre	65
A1. Approche technique et méthodologique	30
Présentation détaillée de la méthodologie	15
Le protocole de recherche incluant (population de l'étude, méthode d'échantillonnage, taille de l'échantillon, plan d'analyse de données)	15
A2. Plan de travail	35
La composition du personnel clé ainsi que les tâches de chaque membre et leur calendrier d'intervention (Démographes; Sociologues ; Statisticiens)	15

Délai d'exécution et un planning des activités sous la IR d'— M v

Une liste d'au moins trois (03) prestations analogues (évaluation de projet) fournies au cours des trois dernières années

5

(Moins de 3 prestations : 0 point ; 3 prestations et plus : 05 points)

B1

ANNEXE 3 : FICHE D'INFORMATIONS BANCAIRE

ENTETE DE VOTRE SOCIETE

LETTRE D'INFORMATIONS BANCAIRE(SOCIETE)

Nous soussignés, XXXX, représentée par Monsieuraffirmons par la présente que les informations bancaires ci-dessous émanent de notre organisation et que tous les paiements peuvent se faire sur la base desdites informations.

Nom de la banque/Bank Name:

Adresse de la banque/Bank Address:

Code Banque/Bank code:

Code Guichet/Box Code:

Nom du compte beneficiaire/Name of beneficiary account:

Routing number (if Applicable):

IBAN: CI93 **CODE BANQUE CODE GUICHET N° DE COMPTE CLE RIB**

SWIFT:

Cle RIB (if applicable):

Pays/Country

Nom et Prénoms :

Titre :

Téléphone: 00225 XX XX XX XX

Signature du Responsable de la société

LETTRE D'INFORMATIONS BANCAIRES (Pour consultant individuel)

Je soussigné, XXXX, Monsieur/Madameaffirme par la présente que les informations bancaires ci-dessous émanent de moi et que tous les paiements peuvent se faire sur la base desdites informations.

Nom de la banque/Bank Name:

Adresse de la banque/Bank Address:

Code Banque/Bank code:

Code Guichet/Box Code:

Nom du compte beneficiaire/Name of beneficiary account:

Routing nuue7 rg[N]17(o)11(m)20 nuu0723(c)12(o)23(d)1uc4.944t:7 rg[C1(q)34()11(a)11(t)b4(n)11(q)1(u08.34.91 201.77

Questionnaire

ANNEXE 2 : Guides d'entretien pour le volet qualitatif

1. Guide d'entretien adressé aux autorités préfectorales

a) Sur la conception/pertinence du projet

Pensez-vous que le projet MOJEC s'aligne sur les politiques nationales ? Sur les priorités de développement du pays ? Sur le Programme d'Appui à la Consolidation de la Paix (PACoP) ?

b) Efficacité/Int

2. Guide d'entretien adressé aux directions déconcentrées

a) Sur la conception/pertinence du projet

Comment le projet MOJEC s'aligne sur les politiques nationales ?

Comment le cadrage du projet s'aligne aux priorités de développement du pays ?

Dans quelle mesure les choix stratégiques répondent aux préoccupations prioritaires des principaux acteurs locaux ?

Comment le Projet MOJEC s'aligne avec le Programme d'Appui à la Consolidation de la Paix (PACoP) ?

Quelle est l'adéquation des interventions du projet avec les besoins des bénéficiaires que sont les jeunes des partis politiques et de la société civile ?

b) Efficacité/Implémentation des activités

Quelle appréciation pouvez-vous faire de la mise en œuvre du projet en termes de *cohérence* ?, de *pertinence* ?, de *efficacité* ?, de *efficience* ? et de *viabilité* ?

Capitalisation des différentes méthodologies de mise œuvre : *Quelle stratégie globale et opérationnelle a été mise en œuvre ? Quels sont les points forts des approches utilisées ? et les faiblesses des approches utilisées ? Quelles améliorations peut-on apporter ?*

Quel est le bilan global des interventions aux fins d'une capitalisation efficace (*les succès* ?, *les difficultés rencontrées* ?, *les erreurs à éviter par des projets similaires* ?, *la stratégie partenariale* ?) ;

Quel bilan final peut-on faire du projet ? *NB : Pour chaque élément demandez : les points forts du projet ? Les points faibles du projet ? Les interventions à améliorer ?*

Action citoyenne des jeunes dans la surveillance d

L'adaptabilité et l'acceptabilité des stratégies du projet (communication pour un changement de comportement, formation, approche participative) chez les bénéficiaires

En quoi le partenariat/collaboration (AFJCI, CAHD, RIJLI et l'OSCS) a-t-il contribué à la mise en œuvre des actions du projet ?

Quelles sont, selon vous, les meilleures pratiques et les opportunités ?

Quels sont les principaux facteurs entravant la réalisation des résultats prévus ?

Quelle action pourrait entreprendre CARE pour renforcer son impact dans le futur ?

Quel lien entre les interventions du Projet et les autres projets PBF ou de cohésion sociale ?

Quels liens pouvez-vous établir entre les résultats du Projet et les indicateurs du PACoP ?

c) Les effets, évidences ou impacts du projet.

Quels sont les changements notables (prévus ou imprévus, positifs ou négatifs) captés dans le cadre du projet (évidences constatées au niveau des groupes-cibles en termes de connaissance, attitudes et pratiques) à travers la théorie de changement du projet MOJEC ?

Quelles sont les histoires à succès, les témoignages et autres du projet ?

Quelles ont été les activités supplémentaires non prévues dans la conception du projet ?

d) La Durabilité du projet.

Quels sont les facteurs qui ont favorisé l'adhésion et la participation des populations aux activités du projet ? (*Les approches utilisées ont-elles permis/facilité une appropriation par les communautés ?*),

Quelles sont les recommandations et leçons pour une phase/ orientation des activités à mener à l'après – projet ?

Quels sont les besoins complémentaires en termes d'appui pour consolider les acquis du Projet ?

Comment s'est faite l'appropriation locale du projet et pour les différentes parties du projet ?

Comment l'Etat peut favoriser la continuité des interventions après le terme du Projet ?

Comment le projet MOJEC de CARE a-t-il contribué de façon significative au renforcement de l'environnement pour le développement durable (y compris les activités de renforcement des capacités suffisantes pour que les parties prenantes locales puissent poursuivre leurs activités sans un soutien des partenaires financiers) ?

Comment les différents systèmes locaux de responsabilisation et de surveillance qui ont été mis en place peuvent contribuer pour améliorer le développement local des connaissances et appuyer la durabilité des résultats ?

Quels sont les principaux facteurs de durabilité des effets du projet,

Est-ce que les interventions réalisées accomplissent des synergies au sein du portefeuille du PBF en Côte d'Ivoire et de CARE ainsi qu'aux autres acteurs qui interviennent sur la même thématique ?

Autres aspects de l'évaluation

Est-ce que dans le projet ya t-il eu des actions qui ont influencé négativement ou positivement la prise en compte du genre ?

Comment le genre a-t-il été pris en compte dans le projet.

Les femmes sont-elles impliquées dans les discussions, prises de décisions ?

Les femmes sont-elles impliquées dans les activités et quelle manière ?

Comment le projet a-t-il contribué à la mise en œuvre des normes pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en Côte d'Ivoire ?

Est-ce que le projet a été mis en œuvre conformément aux droits de l'homme et aux principes de l'efficacité du développement : Participation / autonomisation ; Inclusion / non-discrimination ; responsabilité / transparence ?

3. Guide d'entretien adressé à l'équipe Projet

a) Sur la conception/pertinence du projet

Comment s'est effectué l'arrimage des produits aux normes internationales l'égalité des genres et sécurité ?

Comment s'est effectué l'adaptation et l'orientation stratégique du projet à l'environnement changeant au niveau local ?

Comment s'est effectuée l'articulation de la théorie de changement aux ressources et les activités aux extrants, les effets et l'impact ?

Comment le projet MOJEC s'aligne sur les politiques nationales

renforcement des capacités suffisantes pour que les parties prenantes locales puissent poursuivre leurs activités sans un soutien des partenaires financiers) ?

Comment les différents systèmes locaux de responsabilisation et de surveillance qui ont été mis en place peuvent contribuer pour améliorer le développement local des connaissances et appuyer la durabilité des résultats ?

Quels sont les principaux facteurs de durabilité des effets du projet,

Est-ce que les interventions réalisées accomplissent des synergies au sein du portefeuille

4. Guide d'entretien adresse aux coordonnateurs des plateformes

a) Sur la conception/pertinence du projet

Comment le projet MOJEC s'aligne sur les politiques nationales ?

Comment le cadrage du projet s'aligne aux priorités de développement du pays.

Dans quelle mesure les choix stratégiques répondent aux préoccupations prioritaires des principaux acteurs locaux ?

Comment le Projet MOJEC s'aligne avec

Quelle appréciation pouvez-vous faire de la pertinence des plateformes mises en place dans le cadre de ce projet ?

Quelle appréciation pouvez-vous faire de l'adaptabilité et l'acceptabilité des stratégies du projet (communication pour un changement de comportement, formation, approche participative) chez les bénéficiaires ?

En quoi le partenariat/collaboration (AFJCI, CAHD, RIJLI et l'OSCS) a-t-il contribué à la mise en œuvre des actions du projet ?

Quelles sont, selon vous, les meilleures pratiques et les opportunités du projet MOJEC ?

d) Les effets, évidences ou impacts du projet.

Quels sont les changements notables (prévus ou imprévus, positifs ou négatifs) captés dans le cadre du projet (*en termes de connaissance, attitudes et pratiques*) ?

Quelles sont les histoires à succès, les témoignages et autres du projet ?

Quelles ont été les activités supplémentaires non prévues dans la conception du projet?

e) La Durabilité du projet.

Quels sont les facteurs qui, selon vous, ont favorisé l'adhésion et la participation des populations aux activités du projet ? (*Les approches utilisées ont-elles permis/facilité une appropriation par les communautés ?*),

Quelles sont les recommandations et leçons pour la conception d'une éventuelle phase/orientation des activités à mener à l'après-projet ?

Quels sont les besoins complémentaires en termes d'appui pour consolider les acquis du Projet ?

Comment s'est faite l'appropriation locale du projet et pour les différentes parties du projet ?

f) Autres aspects de l'évaluation

Est-ce que dans le projet ya t-il eu des actions qui ont influencé négativement ou positivement la prise en compte du genre ?

Comment le genre a-t-il été pris en compte dans le projet.

Les femmes sont-elles impliquées dans les discussions, prises de décisions ?

Les femmes sont-elles impliquées dans les activités et quelle manière ?

Comment le projet a-t-il contribué à la mise en œuvre des normes pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en Côte d'Ivoire ?

Est-ce que le projet a été mis en œuvre conformément aux droits de l'homme et aux principes de l'efficacité du développement : Participation / autonomisation ; Inclusion / non-discrimination ; responsabilité / transparence ?

5. Guide d'entretien adresse aux organes des plateformes

a) Sur la conception/pertinence du projet

Comment le projet MOJEC s'aligne sur les politiques nationales ?

Comment le cadrage du projet s'aligne aux priorités de développement du pays.

Dans qu

Quelle appréciation pouvez-vous faire de la pertinence des plateformes mises en place dans le cadre de ce projet ?

Quelle appréciation pouvez-vous faire de l'adaptabilité et l'acceptabilité des stratégies du projet (communication pour un changement de comportement, formation, approche participative)

Est- *f) Autres aspects de l'évaluation*

6. Guide d'entretien adressé aux responsables des associations de jeunes membres de la plateforme

a) Sur la conception/pertinence du projet

Comment le projet MOJEC s'aligne sur les politiques nationales ?

Comment le cadrage du projet s'aligne aux priorités de développement du pays.

Dans quelle mesure les choix stratégiques répondent aux préoccupations prioritaires des principaux acteurs locaux ?

Comment le Projet MOJEC s'aligne avec le Programme d'Appui à la Consolidation de la Paix (PACoP) ?

Quelle est l'adéquation des interventions du projet avec les besoins des bénéficiaires que sont les jeunes des partis politiques et de la société civile ?

b)

En quoi le partenariat/collaboration (AFJCI, CAHD, RIJLI et l'OSCS) a-t-il contribué à la mise en œuvre des actions du projet ?

Quelles sont, selon vous, les meilleures pratiques et les opportunités au projet MOJEC ? ?

c)

7. Guide d'entretien adresse aux responsables des cliniques juridiques

a) Sur la conception/pertinence du projet

Comment le projet MOJEC s'aligne sur les politiques nationales ?

Comment le cadrage du projet s'aligne aux priorités de développement du pays.

Dans quelle mesure les choix stratégiques répondent aux préoccupations prioritaires des principaux acteurs locaux ?

Comment le Projet MOJEC s'aligne avec le Programme d'Appui à la Consolidation de la Paix (PACoP) ?

Quelle est l'adéquation des interventions du projet avec les besoins des bénéficiaires que sont les jeunes des partis politiques et de la société civile ?

b) L'efficience du projet

Dans quelle mesure les prévisions financières se rapportent aux dépenses réelles ? Si les dépenses ne sont pas conformes aux prévisions, quelles sont les actions correctives ?

Quelle est la qualité du dispositif de collecte de données et de suivi ?

c) Efficacité/Implémentation des activités

Quelle appréciation pouvez-vous faire de la mise en œuvre du projet en termes de *cohérence* ?, de *pertinence* ?, d'*efficacité* ?, d'*efficience* ? et de *viabilité* ?

Capitalisation des différentes méthodologies de mise œuvre : *Quelle stratégie globale et opérationnelle a été mise en œuvre ? Quels sont les points forts des approches utilisées ? et les faiblesses*

- **Promotion de l'expression libre et le dialogue politique** (*débats et dialogues politiques libres, inclusifs, fonctionnalité du mécanisme de coordination des actions citoyennes des jeunes*)
- **Redevabilité politique envers la participation inclusive et l'action civique des jeunes** (*dialogues inclusifs entre jeunes et autorités/leaders des partis politiques*)

Quelle appréciation pouvez-vous faire de la pertinence des plateformes mises en place dans le cadre de ce projet ?

Quelle appréciation pouvez-vous faire de l'adaptabilité et l'acceptabilité des stratégies du projet (communication pour un changement de comportement, formation, approche participative) chez les bénéficiaires ?

En quoi le partenariat/collaboration (AFJCI, CAHD, RIJLI et l'OSCS) a-t-il contribué à la mise en œuvre des actions du projet ?

Quelles sont, selon vous, les meilleures pratiques et les opportunités du projet MOJEC ?

d) Les effets, évidences ou impacts du projet.

Quels sont les changements notables (prévus ou imprévus, positifs ou négatifs) captés dans le cadre du projet (*en termes de connaissance, attitudes et pratiques*) ?

Quelles sont les histoires à succès, les témoignages et autres du projet ?

Quelles ont été les activités supplémentaires non prévues dans la conception du projet ?

e) La Durabilité du projet.

Quels sont les facteurs qui, selon vous, ont favorisé l'adhésion et la participation des populations aux activités du projet ? (*Les approches utilisées ont-elles permis/facilité une appropriation par les communautés ?*),

Quelles sont les recommandations et leçons pour la conception d'une éventuelle phase/orientation des activités à mener à l'après-projet ?

Quels sont les besoins complémentaires en termes d'appui pour consolider les acquis du Projet ?

Comment s'est faite l'appropriation locale du projet et pour les différentes parties du projet ?

Comment l'Etat peut favoriser la continuité des interventions après le terme du Projet ?

Comment le projet MOJEC de CARE a contribué de façon significative au renforcement de l'environnement pour le développement durable (*y compris les activités de renforcement des capacités suffisantes pour que les parties prenantes locales puissent poursuivre leurs activités sans un soutien des partenaires financiers*) ?

8. Guide d'entretien adresse aux responsables des partis politiques

a) Sur la conception/pertinence du projet

Comment le projet MOJEC s'aligne sur les politiques nationales ?

Comment le cadrage du projet s'aligne aux priorités de développement du pays.

Dans quelle mesure les choix stratégiques répondent aux préoccupations prioritaires des principaux acteurs locaux ?

Comment le Projet MOJEC s'aligne avec le Programme d'Appui à la Consolidation de la Paix (PACoP) ?

Quelle est l'adéquation des interventions du projet avec les besoins des bénéficiaires que sont les jeunes des partis politiques et de la société civile ?

b) Efficacité/Implémentation des activités

Quelle appréciation pouvez-vous faire de la mise en œuvre du projet en termes de *cohérence* ?, de *pertinence* ?, d'*efficacité* ?, d'*efficience* ? et de *viabilité* ? ;

Capitalisation des différentes méthodologies de mise œuvre : *Quelle stratégie globale et opérationnelle a été mise en œuvre ? Quels sont les points forts des approches utilisées ? et les faiblesses des approches utilisées ? Quelles améliorations peut-on apporter ?*

Quel est le bilan global des interventions aux fins d'une capitalisation efficace (*les succès* ?, *les difficultés rencontrées* ?, *les erreurs à éviter par des projets similaires* ?, *la stratégie partenariale* ?) ;

Quel bilan final peut-on faire du projet ? : *NB : Pour chaque élément demandez : les points forts du projet ? Les points faibles du projet ? Les interventions à améliorer ?*

- **Action citoyenne des jeunes dans la surveillance des actions politiques** (*engagement civique dans le dialogue politique, actions citoyenne pour la prévention des violences politiques et la fonctionnalité du mécanisme de suivi des actions politiques*)
- **Promotion de l'expression libre et le dialogue politique** (*débats et dialogues politiques libres, inclusifs, fonctionnalité du mécanisme de coordination des actions citoyennes des jeunes*)
- **Redevabilité politique envers la participation inclusive et l'action civique des jeunes** (*dialogues inclusifs entre jeunes et autorités/leaders des partis politiques*)

Quelle appréciation pouvez-vous faire de la pertinence des plateformes mises en place dans le cadre de ce projet ?

L'adaptabilité et l'acceptabilité des stratégies du projet (communication pour un changement de comportement, formation, approche participative) chez les bénéficiaires

En quoi le partenariat/collaboration (AFJCI, CAHD, RIJLI et l'OSCS) a-t-il contribué à la mise en œuvre des actions du projet ?

Quelles sont, selon vous, les meilleures pratiques et les opportunités au projet MOJEC ? ?

c) Les effets, évidences ou impacts du projet.

Quels sont les changements notables (prévus ou imprévus, positifs ou négatifs) captés dans le cadre du projet (*en termes de connaissance, attitudes et pratiques*) ?

Quelles sont les histoires à succès, les témoignages et autres du projet ?

Quelles ont été les activités supplémentaires non prévues dans la conception du projet?

d) La Durabilité du projet.

Quels sont les facteurs qui, selon vous, ont favorisé l'adhésion et la participation des populations aux activités du projet ? (*Les approches utilisées ont-elles permis/facilité une appropriation par les communautés ?*),

Quelles sont les recommandations et leçons pour la conception d'une éventuelle phase/orientation des activités à mener à

9. Guide d'entretien adresse aux responsables des structures partenaires AFJCI, RIJLI, CAHD

a)

- **Promotion de l'expression libre et le dialogue politique** (*débats et dialogues politiques libres, inclusifs, fonctionnalité du mécanisme de coordination des actions citoyennes des jeunes*)
- **Redevabilité politique envers la participation inclusive et l'action civique des jeunes** (*dialogues inclusifs entre jeunes et autorités/leaders des partis politiques*)

Quelle appréciation pouvez-vous faire de la pertinence des plateformes mises en place dans le cadre de ce projet ?

Quelle appréciation pouvez-vous faire de l'adaptabilité et l'acceptabilité des stratégies du projet (communication pour un changement de comportement, formation, approche participative) chez les bénéficiaires ?

En quoi le partenariat/collaboration (AFJCI, CAHD, RIJLI et l'OSCS) a-t-il contribué à la mise en œuvre des actions du projet ?

Quelles sont, selon vous, les meilleures pratiques et les opportunités du projet MOJEC ?

d) Les effets, évidences ou impacts du projet.

Quels sont les changements notables (prévus ou imprévus, positifs ou négatifs) captés dans le cadre du projet (

Comment les différents systèmes locaux de responsabilisation et de surveillance qui ont été mis en place peuvent contribuer pour am

10. Guide focus group adresse aux jeunes bénéficiaires membres des partis politiques et associations

I. Action citoyenne des jeunes dans la surveillance des actions politiques

1.1. Pensez-

IV. La Durabilité du projet.

Quels sont les facteurs qui ont favorisé l'adhésion et la participation des populations aux activités du projet ? (*Les approches utilisées ont elles permis/facilité une appropriation par les communautés ?*),

Quelles sont les recommandations et leçons pour la conception d'une éventuelle phase/ orientation des activités à mener à l'après – projet ?

Quels sont les besoins complémentaires en termes d'appui pour consolider les acquis du Projet ?

Comment s'est faite l'appropriation locale du projet du projet ?

Selon vous, comment l'Etat peut favoriser la continuité des interventions après le terme du Projet ?

Comment le projet MOJEC de CARE a contribué de façon significative au renforcement de l'environnement pour le développement durable (*y compris les activités de renforcement des capacités suffisantes pour que les parties prenantes locales puissent poursuivre leurs activités sans un soutien des partenaires financiers*) ?

Comment les différents systèmes locaux de responsabilisation et de surveillance (plateforme, Observatoire, etc.) qui ont été mis en place peuvent contribuer pour améliorer le développement local des connaissances et appuyer la durabilité des résultats ?

Quels sont les principaux facteurs de durabilité des effets du projet ?

V. Autres aspects de l'évaluation (responsables ong, équipe projet, Bénéficiaires)

Comment le genre a-t-il été pris en compte dans le projet.

Comment le projet a-

